



Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Société suisse d'histoire
Società svizzera di storia
Societad svizra d'istorgia

SCHWEIZERISCHE ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE

REVUE SUISSE
D'HISTOIRE

RIVISTA STORICA
SVIZZERA

SCHWABE VERLAG

Vol. 76/2
2026

Gerade die parallele Tätigkeit mehrerer Frauen innerhalb derselben institutionellen Struktur hätte eine noch systematischere Analyse ihrer wechselseitigen Beziehungen sowie ihrer Position innerhalb der Grabungshierarchie wünschenswert gemacht. Auch das Verhältnis zu Laur-Belart als zentralem Entscheidungsträger in Personalfragen in Vindonissa wird zwar mehrmals kurz angesprochen, liesse sich jedoch vertieft im Hinblick auf mögliche geschlechtsspezifische Besetzungspraktiken diskutieren. Die erwähnten Spannungen – etwa im Zusammenhang mit der Nicht-Ernenennung von Gonzenbach und Sitterding zu leitenden Funktionen vor Ort – hätten in diesem Kontext weiteres analytisches Potenzial geboten.

Ähnliches gilt für hochschulpolitische Entwicklungen und akademische Fördermechanismen, die nur am Rande thematisiert werden. Die abschliessende Zusammenschau bleibt teilweise im Deskriptiven und formuliert zurückhaltend übergreifende Thesen. Einige der formulierten Befunde erscheinen in ihrer Allgemeinheit nicht ausschliesslich auf weibliche Akteurinnen bezogen, sondern dürften ebenso auf männliche Karriereverläufe der Zeit zutreffen – so etwa die Einsicht, dass berufliche institutionelle Anbindungen massgeblich für die Karriere waren. Eine stärker beziehungsorientierte Perspektive mit einem Fokus auf institutionelle Netzwerke, universitätspolitische Entscheidungsstrukturen und Machtkonstellationen hätte den geschlechtsspezifischen Erkenntnisgewinn möglicherweise noch erhöhen können.

Ungeachtet dieser Anregungen liegt das grosse Verdienst der Studie in der Sichtbarmachung bislang wenig beachteter Archäologinnen sowie in der ersten Erschliessung wertvoller Quellenbestände. Der Band bietet damit eine tragfähige Grundlage für weiterführende Forschungen und eröffnet wichtige Perspektiven für eine vertiefte geschlechtergeschichtliche Analyse der Schweizer Archäologie.

Lena-Sophie Margelisch, Visp

Christian Alain Müller, **La culture du métier. Histoire et structures du corps enseignant primaire (Genève et la Suisse romande, 1867–1969)**, Gollion: Infolio, 2025, 551 pages.

Dans une orientation qui s'inspire de la sociologie bourdieusienne, Christian Müller étudie la constitution du corps enseignant primaire essentiellement à Genève, avec, par l'étude des prises de position de la Société pédagogique romande (SPR), une extension à la Suisse romande. La question centrale est celle de l'autonomie de ce corps enseignant par rapport aux pouvoirs politiques et administratifs, mais aussi aux spécialistes des sciences de l'éducation. Contrairement à nombre d'études, l'enquête de Christian Müller ne voit en effet pas dans la prise en charge de la formation des enseignants du primaire par ces spécialistes universitaires un élément valorisant de «professionnalisation», mais bien une perte d'autonomie professionnelle qui contribue à une dévaluation symbolique du métier. Aux yeux de Müller, la progression continue de la prise en charge de la formation des enseignants du primaire par les spécialistes des sciences de l'éducation ne doit pas être analysée sous le prisme d'une supposée demande, mais d'abord au travers des rapports de force entre acteurs sociaux.

Empruntant le concept à Michel Vovelle, l'auteur définit l'enseignant au primaire comme un «intermédiaire culturel» en termes de position sociale mais aussi de fonction, «puisque son travail consiste bien dans l'inculcation d'une culture scolaire conforme aux valeurs de l'élite sociale et légitimée par l'État à des enfants appartenant en grande majorité aux classes moyennes et populaires» (p. 22). Appartenant à la fraction dominée de la classe dominante – des «petits bourgeois» issus majoritairement de milieux

modestes qui doivent à l'école leur promotion sociale –, les enseignants du primaire sont tentés de croire dans le mérite individuel et épousent dès lors souvent les idées de la gauche réformatrice. Or, l'importance de leur fonction dans le maintien de l'ordre social conduit l'État à vouloir contrôler leur formation et leur activité. En conséquence, leur autonomie professionnelle dépend de leur capacité à faire corps pratiquement et symboliquement, tout en présentant leur point de vue comme exprimant l'intérêt général. Il ne s'agit pas de «remettre en cause l'État employeur, mais bien d'obtenir de lui une délégation d'autorité la plus complète (idéalement le monopole) sur l'instruction primaire afin d'accéder au plein statut sociojuridique de «noblesse d'État»» (p. 128).

C'est pourquoi, après une classique mais solide étude du profil sociologique des enseignants du primaire et de son évolution marquée notamment par la féminisation, Christian Müller s'intéresse à l'émergence, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, des premières associations professionnelles. En interaction avec les pratiques, le discours qu'elles élaborent construit l'identité professionnelle du corps (la «façon du corps»). Une grande partie de l'étude de Christian Müller repose ainsi sur l'analyse du discours de l'Union des instituteurs primaires genevois (UIPG), dont la naissance en 1906 participe d'une volonté d'autonomisation par rapport aux enseignants du secondaire. Exemple de ce combat pour l'autonomie professionnelle au début du XX^e siècle, la demande de suppression des examens semestriels et annuels cantonaux au profit du seul jugement du maître concernant l'appréciation du passage des élèves dans la classe suivante. Au nom de la qualité de l'enseignement, l'UIPG soutient également l'homogénéité des classes. Elle est par ailleurs favorable à la prolongation de la durée de l'obligation scolaire. Ces deux combats servent en effet ses intérêts, mais Christian Müller décèle cependant une «ombre» au tableau. En 1898, quand les cours normaux battent en brèche la tradition du compagnonnage dans la formation des enseignants du primaire, «les cours sont fréquemment donnés par des universitaires», même si certains sont dispensés par d'anciens régents devenus inspecteurs ou inspectrices. Or, l'UIPG n'accepte la tutelle du Département de l'Instruction publique (DIP) que si elle est exercée par des pairs promus inspecteurs. Quant aux apports scientifiques de chercheurs tels que Claparède, si, au début du XX^e siècle, ils ne sont pas vécus par les instituteurs sur un mode antagoniste aux résultats de l'expérience, c'est que leur référence est passée au tamis des conditions concrètes de la vie professionnelle.

Après la «façon du corps» entre 1867 et 1914, Christian Müller s'intéresse à la «défense du corps» entre 1915 et 1928. Si l'UIPG conserve son attachement à l'apolitisme, le patriotisme d'avant-guerre tend à céder la place au pacifisme. C'est toutefois surtout la question des traitements salariaux qui mobilise l'association. On remarque à ce sujet que les institutrices obtiennent l'égalité salariale avec leurs collègues masculins en 1919, la même année qu'en France. L'UIPG doit également lutter contre les propositions visant à remettre en cause la garantie de l'emploi, première condition de l'autonomie professionnelle. Elle obtient gain de cause en mettant en avant les risques de nominations politiques. La prise de conscience des effets néfastes du «bourrage de crâne» pendant la guerre conduit les instituteurs genevois à s'intéresser aux propositions de l'éducation nouvelle en matière d'éducation morale. Si les relations avec l'Institut J.-J. Rousseau (IJJR) sont donc alors «au beau fixe», Christian Müller note que «cette adhésion aux idées de l'éducation nouvelle ne s'oppose pas aux acquis antérieurs du métier», car «la «chose» contre le «mot» et l'«activité» contre le «verbalisme» constituent deux slogans qui s'inscrivent parfaitement dans la continuité» (p. 248). Suivant Daniel Hameline, Christian Müller dénonce dès lors

l'idée répandue de ceux qui, opposant trop facilement «école traditionnelle» et «éducation nouvelle», affectent de croire que l'école primaire serait restée immuable au XIX^e siècle. En tout cas, l'UIPG adopte en 1919 dix-sept thèses qui représentent une synthèse entre expérience professionnelle et pédagogie scientifique. En 1920, la SPR adopte de même, en présence de Claparède, une motion faisant siens les postulats de l'école active et la nécessité d'une pédagogie fondée sur la connaissance scientifique du développement de l'enfant. Cependant, cette belle entente entre praticiens et théoriciens de l'éducation ne tarde pas à se fissurer. Dès 1924, des instituteurs dénoncent à la SPR l'idée que l'activité spontanée serait seule éducatrice. Dans *L'éducateur*, un instituteur estime qu'«en pratique, il est très rare, dans une classe de trente à quarante élèves, qu'une leçon puisse être une réponse [à un besoin] pour tous les écoliers». Nombre d'instituteurs brocardent par ailleurs l'angélisme de l'éducation nouvelle en matière de discipline. La convergence avec les scientifiques adeptes de l'éducation nouvelle est donc mise au service des intérêts professionnels (critique des examens semestriels), mais limitée, ce dans l'objectif de conserver l'autonomie du corps. Praticiens pragmatiques, les instituteurs estiment dans leur majorité que la multiplication des activités spontanées et l'ouverture «sur la vie» risquent de s'effectuer au détriment du travail scolaire, un intervenant dénonçant même le «sectarisme» des tenants de l'éducation nouvelle lors du congrès de la SPR de 1924. Nonobstant, au cours des années 1920, les partisans de cette éducation nouvelle occupent de plus en plus de positions de pouvoir au sein du DIP, y motivant une réforme de la formation des enseignants du primaire, qui va aboutir à ce que l'Institut Rousseau, rattaché à l'Université sous l'appellation «Institut des sciences de l'éducation», assume l'année universitaire de formation.

Pour Christian Müller, la période 1929–1945 est celle du «recul du corps». En dépit de la suppression du statut de «sous-régent» en 1931, la crise économique entraîne un recul matériel, accentué par les attaques contre les fonctionnaires. À la fin des années 1930, le tournant idéologique de l'UIPG vers l'adhésion à «l'éducation nationale» permet au corps enseignant primaire «de renouer avec l'État et ainsi de retrouver sa place médiane dans l'espace sociopolitique» (p. 281). Mais en 1933, la prolongation de la scolarité à 15 ans favorise la démocratisation du secondaire inférieur et tend à faire du primaire une préparation au secondaire, non plus un cycle scolaire en soi.

Cependant, la période 1946–1955 est celle du «sursaut du corps». Devenu l'UIG en 1943, l'UIPG témoigne de la persistance de son réformisme en prônant une démocratisation du secondaire: il faut plus de justice sociale par plus de justice scolaire. La SPR valorise pour sa part un nouvel archétype de l'enseignant du primaire, celui du «maître expérimentateur» qui concilie «la nécessité de développer les spécificités scientifiques du métier en accordant une place privilégiée à la psychologie, et dans une moindre mesure, à la pédagogie expérimentale, notamment dans la formation professionnelle», avec un savoir professionnel issu de la pratique (p. 374). Mais en 1950, les congressistes de la SPR prennent soin de préciser que l'apport des méthodes scientifiques ne doit pas conduire à minorer le rôle prépondérant des maîtres «dans la création des moyens d'enseignement». Cependant, en redéfinissant le métier par le passage du statut d'enseignant-artisan à celui d'enseignant-ingénieur, Christian Müller fait remarquer que Robert Dottrens utilise une analogie avantageuse en apparence, mais qui «place nécessairement les savoirs scientifiques ou «théoriques» en amont du savoir-faire du praticien». Pour Christian Müller, il propose un marché aux enseignants du primaire: une modernisation du métier qui doit leur valoir un accroissement de leur capital symbolique, mais un abandon de leur culture

professionnelle en s'acculturant aux sciences de l'éducation: «le prix à payer pour la corporation est très lourd, car il s'agit de confier à d'autres, experts et scientifiques de l'éducation, toute la compétence de définir le métier. Inversement, les «théoriciens» de l'éducation ont tout à y gagner tant matériellement que symboliquement» (p. 376). L'UIG fait mine d'adhérer à ces thèses, en suggérant que le passage est déjà effectué à Genève, mais se réjouit quand les partis de droite s'en prennent à l'éducation nouvelle, supposée coupable d'une baisse des compétences orthographiques des élèves.

Faut-il voir dans la période 1956–1969 «le chant du corps» (sous-entendu: «le chant du cygne de la corporation»)? La généralisation de la scolarisation dans le secondaire déclassa les savoirs enseignés à l'école primaire. En compensation, instituteurs et institutrices sont tenté·e·s de mettre en avant leur savoir pédagogique – supposé insuffisant chez les maîtres du secondaire. L'accroissement de la proportion de suppléants contribue par ailleurs à dévaloriser le corps. Pour la SPR, la revalorisation passe par une hausse des exigences en termes de formation professionnelle. Même si l'idée d'une formation exclusivement universitaire est écartée, Christian Müller conclut: «au bout de quatre décennies, les enseignants primaires romands se rangent pour partie au marché proposé par les sciences de l'éducation depuis la fin des années 1920, soit une formation professionnelle à prétention académique en échange de l'élévation du capital symbolique du métier» (p. 442). La constitution par l'UIG d'un «centre d'information» mutualisant les expériences, alors qu'il existe déjà un Centre officiel d'information et de documentation organisé par un Samuel Roller promu professeur à l'Institut des sciences de l'éducation, atteste toutefois la résistance de l'esprit d'autonomie professionnelle.

Christian Müller insiste: le corps enseignant du primaire ne rejette pas les savoirs scientifiques, mais il refuse un assujettissement à ceux qui produisent ces savoirs. Il s'agit d'un enjeu de pouvoir dont dépend, pour le corps enseignant primaire, une reconnaissance sociale qui passe par le maintien de son autonomie professionnelle. L'analyse de Christian Müller récuse-t-elle pour autant l'idée d'une demande de *professionnalisation* par une formation universitaire, qui permet aux enseignants du primaire de se poser en interlocuteurs disposant d'une analyse scientifique appuyée sur l'expérience? En France, dans les années 1960 et 1970, les élèves des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices sont nombreux à réclamer une formation plus universitaire.

S'il est dommage que l'étude de Christian Müller s'arrête en 1969, elle n'en apporte pas moins une contribution intéressante, fondée sur des sources nombreuses, à la question des relations entre le syndicalisme enseignant et la recherche, problématique qu'André Robert a traitée pour la France pour une période plus récente.¹¹

Yves Verneuil, Lyon

Nicola D'Elia, *Delio Cantimori e la Svizzera. Filoelvetismo e spirito europeo*, Roma: Edizioni di Storia e Letteratura, 2025, 244 pagine.

Il ricco e puntuale volume di Nicola D'Elia ricostruisce i lunghi rapporti che Delio Cantimori ebbe con il mondo elvetico (e, in particolare, con la sua storiografia), di fatto per tutta la sua vita: dalle prime letture liceali (presumibilmente favorite dall'ambiente mazziniano in cui egli nacque e crebbe) sino alla morte prematura nel 1966. Lo fa seguendo una scansione sostanzialmente cronologica, divisa però in dieci capitoli tematici: gli studi, nei quali spiccano due semestri trascorsi in quella Basilea che rimarrà punto

¹¹ André Robert (dir.), *Le syndicalisme enseignant et la recherche. Clivages, usages, passages*, Grenoble 2013.